

2015-2016

# Rapport d'activités



[www.LACOCAF.ORG](http://www.LACOCAF.ORG)

## **RAPPEL DE L'ÉNONCÉ DE MISSION DE LA COCAF**

---

---

1. La Coalition des organismes communautaires autonomes de formation (COCAF) regroupe des organismes autonomes en formation reconnus par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS).
2. La COCAF soutient et alimente les réflexions entourant les enjeux liés à la formation, à l'éducation des adultes et l'éducation populaire autonome en misant sur la diversité des pratiques de ses membres, dans une perspective de transformation sociale.
3. La COCAF contribue à la promotion et au développement de l'action communautaire autonome.
4. La COCAF assure également la représentation politique de ses membres.

## LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

---

La COCAF, un petit regroupement en terme de nombre, mais combien grand en qualité, ne fait pas qu'apporter une expertise reconnue aux différentes instances où nous siégeons. Il représente pour ses membres une source importante d'informations sur les différents enjeux auxquels sont confrontés aujourd'hui les organismes communautaires. Ce qui, pour des organismes de formation comme les nôtres, représente une réelle richesse et permet, n'en doutons pas, l'amélioration et la bonification des différents contenus de formation que nos organismes offrent au milieu communautaire autonome.

### **Le programme PACTE**

Au cours de l'année, le ministère de l'Éducation est passé entre plusieurs mains, pour finalement se retrouver sous la responsabilité de M. Sébastien Proulx, actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Avec l'arrivée de M. Proulx, une clarification importante a été rapidement apportée aux membres de la COCAF : le programme est reconduit pour 3 ans. Par ailleurs, nos démarches au sein du comité des « ex-futurs alliés » ou « futurs ex-alliés » ou nos « alliés conjoncturels » (Alphabétisation, décrochage scolaire, etc.)... auront permis à nos organismes de pouvoir compter sur un peu plus d'argent pour l'année qui vient de se terminer. Nous espérons que ces montants seront pérennes, mais au moment d'écrire ces lignes, nous sommes toujours dans l'expectative.

### **Mais parlons d'argent.**

Au cours de l'année, le ciel semblait s'assombrir autour du programme de financement. Des rencontres ont été organisées avec les éluEs dans chacune des circonscriptions où existe un organisme de formation membre de la COCAF, cette démarche de sensibilisation nous semblant nécessaire dans cette conjoncture.

### **Vie associative**

Malgré ses faibles ressources, notre regroupement entretient une vie associative de plus en plus intense (une assemblée générale annuelle et 8 rencontres du conseil d'administration), ce qui fait sans doute sa force. Ces rencontres nous permettent d'avoir des échanges enrichissants sur les différentes facettes d'une conjoncture politico-sociale en constante mutation. Dans cet esprit, le retour des journées de réflexion pour l'ensemble des membres de nos équipes devrait demeurer une priorité pour l'année qui vient.

En terminant, je m'en voudrais de ne pas glisser un mot sur le projet WikiACA, qui a pris son envol au mois de juin dernier. Comment pourrions-nous collectivement concourir à son épanouissement au cours de la prochaine année?

Pierre Valois  
Président du conseil d'administration

## VIE ASSOCIATIVE ET DÉMOCRATIQUE

---

### Liste des 15 organismes de formation, membres de la COCAF au 30 juin 2016

1. Carrefour de développement social par l'éducation populaire (CDSEP)
2. Carrefour de participation, ressourcement et formation (CPRF)
3. Centre d'animation, de formation et d'accompagnement (CAFA)
4. Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF)
5. Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM)
6. Centre de formation populaire (CFP)
7. Centre de formation sociale Marie Gérin-Lajoie
8. Centre des organismes communautaires (COCO)
9. Centre régional de formation de Lanaudière (CRFL)
10. Centre St-Pierre
11. Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal
12. Communautaire
13. Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD)
14. La Puce communautaire
15. Relais-Femmes

### Assemblée générale annuelle et rencontres du conseil d'administration

La 9<sup>e</sup> assemblée générale annuelle a été tenue le 22 septembre 2015. Par ailleurs, le conseil d'administration de la COCAF a tenu à 7 rencontres régulières au cours de l'année et une rencontre spéciale virtuelle. Toutes ces rencontres se sont déroulées à Montréal.

#### Assemblée générale annuelle

1. Mardi 22 septembre 2015

#### Rencontres régulières du conseil d'administration

1. Mardi 22 septembre 2015
2. Lundi 9 novembre 2015
3. Mardi 8 décembre 2015
4. Mercredi 10 février 2016
5. Mercredi 23 mars 2016
6. Lundi 2 mai 2016
7. Mercredi 8 juin 2016

#### Rencontre virtuelle spéciale du conseil d'administration

1. Jeudi 14 avril 2016

Au 30 juin 2016, la présidence de la COCAF était assumée par Pierre Valois (CFP). Suzanne Leroux (Centre St-Pierre) occupait le poste de secrétaire et Nathalie Perreault (CRFL), celui de trésorière.

Pour une deuxième année consécutive, la préparation et l'animation des rencontres régulières du conseil d'administration ont été assumées cette année par Dominique Jolette (CAFA). Le conseil d'administration tient à souligner la qualité de son travail et sa contribution précieuse à la vie associative de la COCAF. Un grand merci, Dominique!

## TRAVAIL RÉALISÉ AU COURS DE L'ANNÉE 2015-2016

---

### 1. Université populaire d'été 2015

C'est loin de la ville, dans les bois paisibles de Chertsey, dans la région de Lanaudière, qu'une cabale s'est rassemblée dans le cadre de l'Université populaire d'été, du 1<sup>e</sup> au 4 septembre 2015. Sous le thème de la concertation des mouvements sociaux à l'ère de l'austérité, des représentantEs des milieux communautaire, féministe, étudiant et syndical ont pris part aux activités organisées par la COCAF, en collaboration avec le Centre de formation populaire (CFP) et le Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM). 34 personnes ont contribué par leur présence à la réussite de cette édition. Les évaluations des participantEs ont été très positives.

### 2. Rencontre avec M. Daniel Baril, de l'ICEA

M. Daniel Baril est venu rencontrer les membres de la COCAF pour leur présenter les orientations de l'ICEA concernant la politique d'éducation des adultes. Un très long échange a eu lieu, ce qui illustre l'importance des questions et préoccupations des OCAF en lien avec le plan d'action pour l'application de la politique, et la politique elle-même.

### 3. Participation à la Commission populaire pour l'ACA

Mise sur pied par le RQ-ACA, la Commission populaire pour l'ACA est l'une des plus importantes activités déployées dans le cadre de la campagne *Action communautaire autonome – Actions gouvernementales exigées!* Les audiences de la commission se sont déroulé dans l'ensemble des régions du Québec à l'automne 2015 et à l'hiver 2016. Plusieurs membres de la COCAF y ont pris la parole dans leur région respective : Pierre Valois et Marie-Iris Légaré, à Montréal, Nathalie Perreault, dans Lanaudière, Réjean Laprise, dans la Mauricie et Dominique Jollette, en Abitibi-Témiscamingue. Nos représentants ont fait état des différentes situations vécues et observées par la COCAF, en lien avec les mesures d'austérité imposées par le gouvernement sur les organismes d'ACA et ont présenté la vision de la formation aux adultes portée par la COCAF.

### 4. Rôles et mandats des représentants de la COCAF

L'année 2015-2016 a permis de finaliser le travail amorcé en 2014-2015 quant aux rôles et mandats des représentantEs et substituts de la COCAF sur divers lieux de représentation. L'objectif était de développer la capacité d'influence de la COCAF sur divers lieux de concertation et de représentation, tout en délimitant clairement les mandats pour les déléguéEs. Un comité, formé de Marie-Iris Légaré (CPRF) et de Louise St-Jacques (La Puce), a travaillé à la préparation et à l'animation de deux moments, durant les rencontres régulières du CA. Un tableau synthèse des discussions a été produit et se trouve sur l'intranet de la COCAF. Ce tableau sera un précieux outil de référence pour la COCAF.

### 5. Participation à la Commission de l'éducation des adultes et de la formation continue

La COCAF a accepté l'invitation du Conseil Supérieur de l'Éducation pour participer à une Commission de l'éducation des adultes et de la formation continue. Réjean Laprise (CFCM) y

représentera la COCAF. Le travail de la Commission s'étalera sur 2 ans et permettra de formuler des avis au Conseil Supérieur de l'Éducation concernant un des trois aspects de l'éducation des adultes : les métiers, l'immigration et les Autochtones. L'avis concernant l'éducation populaire, qui découle d'une consultation du milieu, sera rendu public à l'automne 2016.

## **6. Entente de solidarité et exploration de sous-thématiques en lien avec nos pratiques**

Au printemps 2016, les membres de la COCAF ont revisité l'objectif de son plan d'action : *favoriser, par la création de lieux et de temps, le partage de connaissances, de philosophies, de bonnes pratiques et d'expertises. Le moyen prévu est journée de réflexion ouverte aux équipes.*

Au terme de cette discussion, les membres ont réaffirmé que les *Journées de réflexion* incluant l'ensemble des équipes doivent demeurer, puisqu'elles ont pour but de nourrir la vie associative. L'idée de greffer à une rencontre régulière une demi-journée portant sur un contenu d'intérêt commun, animé par une personne invitée, a également fait l'unanimité.

Par ailleurs, il a aussi été proposé que, dès l'automne 2016, il y ait, lors des rencontres du CA, une alternance entre les « 2 minutes du peuple » et des discussions sur des thèmes d'actualité, lorsque ceux-ci soulèvent l'intérêt des membres.

Nous souhaitons ainsi nous nourrir des analyses fortes des uns et des autres et privilégier la spontanéité au sein de notre structure.

## **7. Projet de formation de formateurs – CSMO-ESAC**

Lors du dernier CA, en juin 2016, La COCAF a reçu la directrice du CSMO-ESAC, Céline Charpentier, accompagnée de la chargée du projet-pilote pour la formation de formateurs en région, Marie-Lise Morin. Cette rencontre a permis de partager nos nombreuses préoccupations. Suite à cet échange, la COCAF a décidé de poursuivre sa collaboration avec le CSMO-ESAC.

## **8. Balises pour la présentation d'un projet au nom de la COCAF et pour les demandes d'appui**

Un comité formé de Hana Ait El Hocine (Centre MGL), Idir Sadou (L'autre Montréal) et Marie-Iris Légaré (CPRF) a travaillé à la production d'un document qui allait permettre au conseil d'administration de la COCAF de discuter des balises à établir, à partir de propositions concrètes. Le but de cette démarche était d'orienter la prise de décision du conseil d'administration et de l'éclairer par des critères objectifs. La version finale du document aide-mémoire qui établit des balises précises pour la présentation d'un projet au nom de la COCAF ou de l'acceptation ou non d'une demande d'appui et de partenariat a été adoptée en mai 2016 et versé sur l'Intranet de la COCAF.

## **9. Projet WikiACA**

La COCAF a déposé le projet WikiACA au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, dans le cadre de l'appel de projets 2015-2016. Il s'agit d'une encyclopédie

collaborative qui vise à regrouper et à diffuser un ensemble riche et diversifié d'informations sur l'action communautaire autonome, afin de faire connaître et de mettre en valeur l'apport de ces organisations d'ACA dans la société québécoise, notamment en matière de citoyenneté et de développement social.

Une fois le projet accepté, la COCAF a interpellé le Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM) pour réaliser le site qui sera lancé lors de la Semaine nationale de visibilité de l'action communautaire autonome, à la fin du mois d'octobre 2016. Dans le cadre de son mandat, le CFCM coordonne l'ensemble des démarches entourant le développement Web et l'élaboration du contenu. Le CFCM anime également les rencontres d'un comité de travail qui regroupe une représentante de la COCAF (Centre St-Pierre), une représentante du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) et une représentante du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA). Les membres du comité appuient le CFCM dans la validation des contenus du WikiACA et dans l'élaboration de stratégies de diffusion et de mobilisation, notamment auprès des organismes communautaires.

En date du 30 juin 2016, 4 rencontres du comité de travail ont eu lieu. Une présentation de la plateforme a également été faite lors de l'assemblée générale annuelle du RQ-ACA.

#### **10. Plan de travail pour l'année 2016-2017**

Un plan de travail pour l'année 2016-2017 a été établi et des personnes ont été identifiées pour la prise en charge de chacun des dossiers.

## NOS LIEUX DE REPRÉSENTATION

---

---

### LA COCAF AU SEIN DES INSTANCES DE REPRÉSENTATION DU MELS MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

**Délégués** : Marie Iris Légaré (CPRF) et Réjean Laprise (CFCM)

L'année 2015-2016 a été fort mouvementée du point de vue de la représentation aux instances du ministère. Au cours de l'année, 3 ministres se sont succédé à la tête du ministère : François Blais, Pierre Moreau et Sébastien Proulx. Lors de la nomination de M. Proulx, le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR) a été scindé en deux, ce qui fait que nous retrouvons l'appellation ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS).

L'équipe du programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE) a elle aussi connu plusieurs changements. Monsieur Normand Pelletier a été remplacé en tout début d'année comme sous-ministre adjoint par Monsieur Yves Sylvain. Lors de la rencontre du comité mixte de novembre 2015, Véronique Méthé-Crozat, affectée à l'Opération projets, annonçait sa promotion dans une autre Direction et en juin 2016, la directrice adjointe responsable du PACTE, Anne Desruisseaux, a annoncé qu'elle changeait d'affectation au ministère. Elle n'a pas encore été remplacée. La directrice de la Direction de l'éducation des adultes et de l'action communautaire (DEAAC), Geneviève Leblanc, ainsi que le reste du personnel du PACTE, sont quant à eux toujours en poste.

#### **Relations avec les ministres de l'Éducation**

Comme à chaque changement de ministre de l'Éducation, la COCAF avait fait une demande de rencontre avec François Blais en 2015. C'est finalement son attachée politique, Caroline Trottier, qui a rencontré les 2 représentants de la COCAF, le 24 août 2015. Cette rencontre a mis en lumière le fait que le travail des OCAF demeurait à ce jour inconnu et donc incompris, ce qui a grandement alerté les représentants quant aux intentions du ministre en ce qui concernait la pérennité du programme PACTE et le financement des OCAF. Si bien que le conseil d'administration de la COCAF a décidé en septembre 2015 de mettre sur pied un comité ad hoc chargé d'élaborer une stratégie d'action pour assurer la reconduction du financement et le respect des conventions triennales.

Le 1er octobre 2015 se réunissait donc un comité ad hoc de la COCAF, formé de Suzanne Leroux, Esther Lapointe, Geneviève Dorais Beauregard, Réjean Laprise, Marie-Iris Légaré et Pierre Valois. La stratégie d'action développée comprenait une recension quantitative et qualitative des résultats et impacts du travail de formation des OCAF en un document intitulé *LA NÉCESSAIRE CONTRIBUTION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES AUTONOMES DE FORMATION À L'ÉDUCATION DES ADULTES ET À LA FORMATION CONTINUE DANS LE SECTEUR DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME AU QUÉBEC*. Ce document, paru en décembre 2015, a été acheminé aux députés provinciaux de chacune des circonscriptions où sont situés les 15 OCAF, ainsi qu'au sous-ministre adjoint et à la Direction de l'éducation des adultes et de l'action communautaire.

La stratégie développée impliquait aussi une tournée de sensibilisation des députés permettant de mettre en valeur le rôle joué par les OCAF au Québec. 10 députés de tous les partis politiques, dont les porte-paroles de l'opposition en matière d'éducation, ont été rencontrés entre novembre 2015 et février 2016. Finalement, nos alliés du RQ-ACA ont été avisés de notre action et ont reçu copie du document produit.

Lors de la nomination du nouveau ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Pierre Moreau, la COCAF a adressé une nouvelle demande de rencontre au ministère pour discuter de ses préoccupations. Nous n'avons pas eu le temps d'avoir un accusé-réception que M. Moreau quittait pour un congé de maladie.

Par la suite, le ministère étant scindé en deux, c'est Sébastien Proulx qui a hérité de l'enseignement primaire, secondaire et du programme PACTE. La COCAF a donc refait une demande de rencontre avec son nouveau ministre. Quelques semaines après la nomination de M. Proulx, son attachée politique, responsable du PACTE, Marie B. Deschamps, a contacté les représentants de la COCAF pour les rencontrer. Le président de la COCAF, Pierre Valois, a accompagné Réjean Laprise lors de cette rencontre, qui s'est tenue le 1er avril 2016. La teneur de cette rencontre a été fort différente de celle survenue en août 2015 avec l'attachée politique de M. Blais et annonçait un changement de ton.

Deux semaines plus tard, lors de la rencontre du comité mixte, le ministre est passé saluer en personne l'ensemble des représentants des secteurs et leur a glissé un mot concernant ses responsabilités en tant que ministre, qui incluent l'éducation aux adultes. Si, depuis, certains des autres secteurs ont eu l'occasion de le rencontrer pour lui adresser leurs préoccupations spécifiques, la COCAF, de son côté, attend toujours une invitation du cabinet du ministre.

## **LE COMITÉ MIXTE MELS-OACA**

Le comité mixte MELS-OACA a pour mandat de faire des recommandations au ministre sur différents aspects du Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE) et sur d'autres dossiers en lien avec les organismes d'action communautaire autonome (OACA).

Celui-ci est composé du sous-ministre adjoint au secteur de la formation professionnelle et technique et de la formation continue (SMA), de la directrice adjointe de la Direction de l'éducation des adultes et de l'action communautaire (DEAAC), de représentantes du Service des programmes pour les organismes communautaires, du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation (RGPAC), du Regroupement des organismes communautaires de lutte au décrochage scolaire (ROCLD), de Literacy of Quebec, des Écoles de la rue et de la COCAF.

En 2015-2016, le comité s'est réuni à deux reprises. La première rencontre s'est tenue le 2 novembre 2015. À cette occasion, les représentants des secteurs ont rencontré le nouveau sous-ministre adjoint Yves Sylvain, qui venait d'entrer en fonction. Cela fut l'occasion de faire le point sur les impacts des changements apportés au processus de reddition de comptes et de faire le bilan de l'Opération Projets, ainsi que de connaître les intentions du ministre (François Blais) par rapport à la Politique d'éducation des adultes et à l'évaluation du dernier plan d'action. Finalement, la DEAAC informait les secteurs de l'implantation prochaine d'une base de données centralisée au ministère qui permettrait la transmission

électronique de divers documents et données financières au moment de la reddition de compte annuelle.

La deuxième rencontre s'est tenue le 8 avril 2016, et a débuté avec une présentation du processus d'évaluation du PACTE par la direction de l'évaluation et du suivi des résultats, une division de la direction générale des politiques et de la performance ministérielle. La direction assure que l'ensemble des secteurs sera impliqué dans le processus d'évaluation qui se terminera en 2018. Par la suite, le ministre a fait une brève apparition pour annoncer ses intentions d'injecter des fonds en éducation aux adultes en 2015-2016. On apprenait aussi que le PACTE devient enfin un programme normé, ce que les secteurs revendiquaient depuis plus de 10 ans. Des détails supplémentaires ont été fournis aux représentants des secteurs par rapport à la base de données baptisée RADAR, mais son implantation n'a pas encore débuté et se fera petit à petit.

Du côté de l'Opération projets, 87 projets ont été déposés totalisant des demandes de 2.5 millions, une hausse marquée par rapport à l'an dernier (73 projets pour 2.4 millions). L'enveloppe, elle, stagne à 800 000 \$.

La rencontre a été précédée d'une présentation des résultats québécois pour 2012 du 3e rapport du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, touchant la littéracie, la numératie et la résolution de problèmes en environnement technologique, un outil de mesure développé par l'OCDE.

Finalement, une conférence téléphonique a eu lieu le 14 avril entre les représentants des secteurs, la DEAAC et le sous-ministre adjoint, suite à l'étude des crédits ministériels 2015-2016. Alors que la COCAF espérait des sommes récurrentes pour un rehaussement du financement à la mission, c'est plutôt un petit montant non récurrent qui a été octroyé aux organismes financés au PACTE. À chaque occasion qu'ils ont, les représentants de la COCAF réitèrent l'importance d'inscrire la notion d'indexation au PACTE et de travailler dans le sens d'un rehaussement du financement à la mission. Malgré ces demandes répétées, nous terminons l'année sans augmentation, ni indexation.

## **LES ALLIÉS (secteurs) DU PACTE**

En 2015-2016, l'alliance entre les divers regroupements financés au PACTE (COCAF, LQ, RGPAQ, ROCLD) n'existe plus de façon formelle. Toutefois, des rencontres ponctuelles ont eu lieu entre les deux représentants de la COCAF au MEES et les représentants d'autres secteurs, pour discuter de questions relevant du PACTE. Ces échanges favorisent des interventions plus structurées et concertées lors des rencontres du comité mixte.

# LA COCAF AU SEIN DU RQ-ACA

RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

**Délégué:** Pierre Valois (CFP)

**Substitut :** Réjean Laprise (CFCM)

**Délégué - comité de la *Semaine nationale de visibilité de l'action communautaire autonome* :** Réjean Laprise

Deux personnes siègent aux instances du RQ-ACA : Pierre Valois (CFP) et Réjean Laprise (CFCM)

Pierre Valois (CFP) est le délégué officiel de la COCAF lors de l'assemblée générale annuelle et des assemblées générales spéciales. Cette année, une assemblée annuelle régulière et une assemblée générale spéciale se sont tenues, sur une durée de 4 jours.

Réjean Laprise participe au comité de la *Semaine nationale de visibilité de l'action communautaire autonome*, organisé par le RQ-ACA au mois d'octobre de chaque année. Le thème de cette année sera : « L'action communautaire autonome : c'est toi, c'est moi, c'est nous ! ». Au total, 4 rencontres ont eu lieu au cours de l'année. Réjean est aussi délégué substitut lors des assemblées générales et des assemblées générales spéciales.

La COCAF est également membre du comité de travail sur le Cadre de référence ainsi que sur le comité sur l'application de la politique d'action communautaire autonome, même si ces deux comités ont été très peu actifs cette année.

Lors de l'assemblée générale du printemps 2015, les membres du RQ-ACA ont affirmé leur engagement dans la campagne « L'action communautaire autonome – Actions gouvernementales exigées ! ». Une des activités importantes de cette campagne du RQ-ACA en 2015-2016 a été sans contredit la tenue de 13 audiences de la Commission populaire pour l'ACA dans 12 régions, avec une participation de près de 1 136 personnes et le dépôt de 278 mémoires ! Cette campagne a contribué à un rapprochement des différentes composantes du mouvement d'ACA, particulièrement sur le plan régional. La préparation et la tenue des audiences ont permis à des organismes intervenant sur des questions diverses de se présenter et de se solidariser : logement social, santé mentale, jeunes, femmes, aide sociale, chômage, alphabétisation, etc. Les audiences de la Commission populaire pour l'ACA ont permis de constater que l'ACA est une source de fierté de plus en plus importante et qu'elle s'enracine davantage sur le terrain. La volonté de la défendre a été clairement exprimée par les organismes.

Grâce à cette campagne et aux différentes interventions du RQ-ACA, dont la COCAF est membre, le regroupement sera en meilleure posture pour établir des relations plus fructueuses avec le gouvernement, et ce, malgré l'absence de rencontre avec le premier ministre. Par ailleurs, les relations du RQ-ACA avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MTESS) ont quelque peu stagné à cause des nombreux changements de ministres au cours des deux dernières années. Bien qu'une rencontre ait eu lieu avec l'ex-ministre Hamad, aucun nouveau développement n'est survenu quant au Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire, ni par rapport au Cadre de référence en matière d'action communautaire et autres dossiers travaillés conjointement avec le

MTESS. Par ailleurs, les relations que le RQ-ACA entretient régulièrement avec les trois paliers administratifs au MTESS se sont nettement améliorées au cours de l'année. Il y a en effet une plus grande ouverture et plus de transparence lors des rencontres et des communications en général.

Le RQ-ACA est également intervenu sur d'autres questions importantes pour le mouvement d'ACA, dont le lobbyisme, les assurances collectives et le numéro de bienfaisance. Par ailleurs, le conseil d'administration a été grandement déçu du fait que les membres n'aient pas accepté d'avancer sur la question de la réforme du droit associatif. Le mandat de déposer un projet de loi au gouvernement n'a donc pas été réalisé. Le travail effectué à ce jour n'est pas perdu pour autant, mais le RQ-ACA devra avancer sur cette question au courant de l'année 2016-2017.

En ce qui concerne les questions sociales plus larges, le RQ-ACA maintient ses implications particulièrement au sein de la Coalition « Main rouge ». L'implication du RQ-ACA au comité « Solutions fiscales », aux activités de mobilisation de cette coalition et sa présence assidue aux assemblées démontre l'importance qu'accorde le RQ-ACA à la lutte contre l'austérité du gouvernement Couillard. D'ailleurs, le lien entre ses interventions sur le terrain de la reconnaissance et le financement de l'ACA avec la lutte contre l'austérité est de plus en plus présent au sein du mouvement d'ACA. Les mobilisations de différentes composantes du RQ-ACA en sont des exemples révélateurs. Si le mouvement étudiant s'est mobilisé massivement 2012 au Québec, si le mouvement syndical a augmenté sa combattivité en 2015, pourquoi le mouvement d'ACA ne marquerait-il pas 2016-2017 ?

Pendant l'année, les mobilisations d'organismes d'ACA ainsi que la campagne du RQ-ACA ont été l'occasion de questionner le RQ-ACA dans la conjoncture actuelle. Si cet exercice n'a pas été de tout repos, le RQ-ACA en est sorti plus fort et son rôle d'interlocuteur privilégié sur le terrain de la reconnaissance et du financement de l'ACA a été reconfirmé. La nouvelle mobilisation unitaire pour l'ACA sera l'occasion pour le RQ-ACA de faire ses preuves en tant que leader au sein du mouvement d'ACA.

# LA COCAF AU SEIN DU CSMO-ESAC

## COMITÉ SECTORIEL DE LA MAIN-D'ŒUVRE – ÉCONOMIE SOCIALE ET ACTION COMMUNAUTAIRE

**Déléguée** : Louise St-Jacques (La Puce)

En 2015-2016, nous avons poursuivi notre implication comme administrateur au sein du Comité sectoriel de main-d'œuvre en économie sociale et action communautaire. Louise St-Jacques poursuit le mandat en cours jusqu'à la prochaine assemblée générale, en octobre 2016. La question du remplacement a donc été traitée en cours d'année et un membre de la COCAF sera proposé pour poursuivre la collaboration avec le CSMO-ESAC dès cet automne.

L'assemblée générale s'est tenue au mois d'octobre 2015. De courtes présentations sur les impacts des mesures d'austérité sur les organismes du secteur d'emploi de l'économie sociale et de l'action communautaire, connus à ce jour, ont été faites par le CSMO (données préliminaires sur l'enquête), le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQACA) et le Chantier de l'économie sociale. Des ateliers sur cette question avec les membres présents ont permis d'enrichir le portrait en cours. S'en est suivie une discussion sur les menaces et les défis que la conjoncture impose, ainsi que sur les différentes stratégies pour y faire face.

Il y a eu 7 rencontres du conseil d'administration, qui, en plus d'agir sur les dossiers habituels, ont traité de façon spécifique du suivi des changements en cours dans les différentes structures, mesures et programmes touchant la main-d'œuvre et la formation dans le secteur, plus particulièrement des changements apportés aux volets du programme soutien collectif à l'adéquation formation-emploi 2015-2016 et la loi 70.

La relève à la direction générale a été, sans aucun doute, un dossier majeur cette année. Un comité du CA a été formé et un accompagnement dans la démarche identifiée. La sélection est complétée et la nouvelle directrice entrera en poste en octobre prochain.

Lors de la dernière rencontre du CA de la COCAF, nous avons reçu la directrice du CSMO, Céline Charpentier, et la chargée du projet-pilote pour la formation de formateurs en région, Marie-Lise Morin.

Après un court historique des collaborations du CSMO avec différents membres de la COCAF, la directrice a fait un rappel de la mission, des mandats et des orientations stratégiques du CSMO, dont la reconnaissance et la pérennisation des organisations et la co-construction d'une culture de formation. Par la suite, Marie-Lise Morin a dressé un bilan du projet pilote des régions et des suites souhaitées. Une riche discussion a suivi les présentations, ce qui a permis de prendre connaissance des enjeux spécifiques du CSMO et d'identifier les enjeux spécifiques de la COCAF et des pistes de collaboration possibles.